



Conférence de presse de Macron

Entre poudre de perlimpinpin et balivernes

Lors de sa conférence de presse du jeudi 25 avril, le président Macron a tenté plusieurs annonces relatives à l'école ainsi qu'à la Fonction publique, contraint par les mobilisations sociales et les réponses à apporter au « grand débat » qu'il a initié à grands frais et que sa parole a investi au détriment de celle des citoyens concernés au premier chef.

A l'issue de son long monologue, on retiendra deux points :

- ➔ le gouvernement n'infléchira pas sa politique et ne reviendra pas sur ses fondamentaux liés aux impératifs du libéralisme économique ;
- ➔ les différentes annonces relatives à notre profession traduisent bien à la fois une inquiétude du gouvernement mais aussi une première victoire des mobilisations engagées par la communauté éducative à l'échelle du territoire.

Revenons sur ses quelques-uns de ses propos In Extenso afin d'en mesurer objectivement la portée, à partir du site Public Sénat

Plus de fermeture d'école sans l'accord du maire

Emmanuel Macron détaille un « nouvel acte de la décentralisation adapté aux territoires »

[A 18h24, la vidéo sur Public Sénat \(aller à 3min30\)](#)

... « L'Etat lui-même, l'ensemble de ce qui est la présence de la Nation sur le terrain doit aussi savoir s'adapter dans ce contexte. Recréer de la proximité, être accessible à tous, dans tous les territoires, qu'il s'agisse des territoires ruraux, des quartiers de la politique de la ville comme des métropoles. Sur le terrain on a besoin de fonctionnaires, de médecins, d'instituteurs, de professeurs, d'artistes, de toutes celles et ceux qui font vivre la Nation.

J'aurai progressivement à redéfinir un nouveau pacte territorial et nous avons commencé à l'esquisser, un agenda rural arrive qui permettra de l'ancrer dans notre ruralité, mais nous devons sur ce point remettre de la présence de services publics, assurer l'accès aux services publics à moins de 30 minutes avec un accompagnement personnalisé pour les démarches de la vie quotidienne, assurer l'accès aux soins pour tous en luttant contre les déserts médicaux, ce qui est en cours du projet qui est en cours de discussion au Parlement, et ne plus avoir d'ici la fin quinquennat de nouvelles fermetures ni d'hôpitaux ni d'école sans l'accord du maire. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de réorganisation, on le sait très bien. Elles sont parfois indispensables ? Cela veut dire qu'il n'y aura plus de disparitions comme on l'a aussi trop vécu » ...

Les **fermetures d'écoles** concernent essentiellement les milieux ruraux. Elles restent cependant limitées souvent grâce à la mobilisation des acteurs locaux. Cela a été le cas dans le Puy-de-Dôme.

Mais ce que Macron ne dit pas, c'est que ce sont les fermetures de classes qui devraient être protégées.

Donc rien à attendre sur ce plan. D'ailleurs, Blanquer, à l'affût, n'a pas tardé à préciser la pensée du patron !



Dans son édition du 27 avril, [le journal Le Monde](#) explique que le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, a confirmé, samedi 27 avril, la promesse d'Emmanuel Macron de ne plus fermer d'écoles primaires contre l'avis des maires. Pour des raisons « *d'équité territoriale* », le ministre a **en revanche** fait savoir que des classes continueraient à fermer en fonction des besoins.

Interrogé sur Franceinfo, M. Blanquer a ainsi nuancé les annonces faites jeudi par le président à l'issue du débat national conçu comme une réponse politique à la contestation sociale des « gilets jaunes » :

« *Nous ne fermerons pas d'école primaire, c'est la première fois qu'un gouvernement s'engage à faire cela, c'est énorme. (...) Pour les classes c'est forcément différent. Personne, aucun ministre de l'éducation ne pourrait vous dire qu'il n'y a jamais de fermetures de classes.* »

Abaissement des effectifs

Éducation : « Je souhaite aller plus loin et étendre le dédoublement des classes à la grande section »
[A 18h37 la vidéo sur Public Sénat](#)

Quelle est bonne l'idée : agir et investir **dès la petite enfance**, comme la Finlande, pour réduire les inégalités.

Macron semble découvrir le monde de l'enfance en le séparant du monde de l'éducation, en se gardant bien de recentrer la place de notre modèle français d'école maternelle.

Donc vigilance sur cette orientation qui n'est suivie d'aucun engagement concret.

... « Les vraies inégalités sont les inégalités d'origine, les inégalités de destin, les inégalités à la naissance. C'est ça les vraies inégalités françaises et qui ne se sont pas améliorées quant à elles. Aussi pour traiter de ce sujet, il faut **agir dès la petite enfance**. Le gouvernement a commencé à apporter des réponses à travers ce qu'on a appelé le plan pauvreté. Je crois qu'il faut aller beaucoup plus loin. Certains états européens nous donnent l'exemple. Regardez la Finlande. Elle investit massivement dans la petite enfance. Les mille premiers jours de vie d'un citoyen français sont décisifs sur le plan affectif, sur le plan cognitif. C'est là qu'on construit parfois le pire et qu'on peut construire le meilleur...

Ensuite, c'est l'éducation. Donner à chacun les mêmes chances pour réussir et donner les moyens de mieux enseigner. Depuis deux ans, c'est ce que nous avons largement commencé à faire. Là aussi, je souhaite que nous puissions aller plus loin et j'ai demandé au gouvernement d'y travailler, de pouvoir **étendre le dédoublement des classes**, qui fonctionne, il y a déjà de très bons résultats dans les quartiers défavorisés et de **l'étendre à la grande section de maternelle** mais de pouvoir **dans toutes les écoles de la République, de la grande section de la maternelle jusqu'au CE1, avoir des classes à taille humaine, c'est-à-dire qui ne dépassent jamais 24 élèves**. C'est une vraie organisation, un vrai travail, une transformation en profondeur, mais c'est le moment où on apprend à lire, à écrire, à compter, à bien se comporter, il est absolument essentiel et c'est un investissement dans nos enfants dans lequel je crois profondément.

Macron avance ici deux engagements concrets :

- Le **dédoublement** des classes de GS dans les quartiers défavorisés même s'il ne précise pas si les REP et les REP+ seront à la fois concernés et dans quels délais
- La **limitation des classes** de GS au CE1 à 24 élèves sans justifier les moyens qui seront nécessaires pour la mettre en œuvre.

Ensuite par ce biais, nous devons rendre notre école plus accueillante et bienveillante à l'égard de celles et ceux qui trop souvent jusqu'alors n'y avaient pas leur place : les décrocheurs scolaires, **les enfants en situation de handicap**. Là aussi, beaucoup de choses ont été faites, on doit aller beaucoup plus loin. C'est indispensable, à la fois pour ce que doit être notre République mais pour la réussite de chacun »

Les choses de Macron sont loin d'être concrètes car si l'on réfère aux conclusions de la concertation « [ensemble pour l'école inclusive](#) » les ministres concernés (Blanquer et Cluzel) s'en tiennent à trois pieuses « priorités d'approfondissement »... très éloignées des demandes de la profession et des propositions du [député Bouillon](#) qui proposait « l'affectation garantie d'un accompagnateur auprès des élèves handicapés, un statut pour les AESH et un maximum d'élèves dans les classes où sont accueillis des élèves porteur de handicap ».

L'école inclusive : une nouvelle occasion manquée pour Macron d'avancer sur cette chose !

Le SNUipp-FSU a sorti la calculatrice : hors éducation prioritaire, il estime à 15 000 le nombre de classes de grande section et à 20 000 celles de CP et de CE1 qui dépassent le seuil de vingt-quatre enfants.

L'annonce, selon lui, devrait donc faire porter l'effort sur quelque 35 000 classes.

[Notre article sur ce sujet](#)

Sur ce point aussi, Blanquer précise la pensée du patron dans le [journal Le Monde](#)

Le ministre a également évoqué les autres promesses éducatives du chef de l'Etat, notamment étendre à la grande section de maternelle, dans les quartiers défavorisés, le dédoublement des classes déjà mis en œuvre au CP et au CE1. Cette mesure entrera en application à partir de la rentrée 2020 et concernera 6 000 classes en plus.

Le chef de l'Etat a également annoncé jeudi un nouveau cap : plafonner à vingt-quatre élèves le nombre d'enfants – soit 1,4 million d'élèves – dans toutes les classes allant de la grande section de maternelle au CE1, partout sur le territoire et pas seulement en « ZEP », entre les rentrées 2020 et 2022. Le ministère chiffre le nombre de classes supplémentaires entre 3 000 et 5 000.

Meilleure formation et carrière attractive

« Et puis enfin, ça suppose de **mieux former les professeurs**, de **rendre leur carrière plus attractive** et donc dès à présent de progressivement en rebâtir, revaloriser ce métier essentiel à la République, à la vie de la Nation qu'est l'enseignant, le professeur, le maître. La République s'est construite comme ça.

Et de toute façon en vue de la **réforme des retraites** que nous aurons à conduire, il faudra revoir en profondeur cette profession, il faut donc que nous enclenchions cette stratégie dès à présent.

Afin de ne pas se focaliser sur une vieille fâcherie, suffisante pour rompre toute négociation avec le gouvernement, ce fut un passage très bref.

C'est donc d'une pichenette que Macron règle la formation des professeurs et la carrière plus attractive, qu'il lui faudra rebâtir... laquelle sera conditionnée par la réforme des retraites Chapeau l'artiste !

Quant à la formation universitaire et professionnelle elle est déléguée aux régions et au patronat actant ainsi un peu plus son démantèlement et le désengagement de l'Etat.

Ce même investissement, nous allons le poursuivre dans l'enseignement supérieur, en développant massivement les formations professionnelles courtes, en donnant accès partout sur le territoire à une large offre de formations de premier cycle et en construisant un système de formations supérieures tout au long de la vie et plus simplement de formation initiale. Par les réformes que nous avons portées, par les **investissements** que nous sommes en train de faire souvent **aux côtés des régions, des branches professionnelles**, c'est un changement profond de la formation tout au long de la vie qui est en train d'être faite sur notre territoire.

Cet investissement dans l'école, dans l'université, dans le savoir, c'est la première politique contre les injustices dans notre pays ».

Alors qu'il n'y a jamais eu autant d'injonctions dans l'Education nationale, comment président de la République peut-il penser que l'on va se laisser berner par des annonces de revalorisation sans aucun bougé du point d'indice ni de baisses des effectifs des effectifs avec des moyens déjà très largement amputés ?

C'est donc sans aucun scrupule qu'il déclare vouloir placer, face au sentiment d'injustice, « l'homme au cœur » de son projet bien davantage qu'il ne l'a fait pour retrouver « la maîtrise de notre destin et de nos vies ». Et c'est ainsi que « pour reconstruire l'art d'être français », il appelle à « porter un projet de résistance ».

Et c'est ce que nous ferons, en le prenant au mot, le 1^{er}, le 9 et le 18 mai, et en portant haut et fort dans la rue à Clermont-Ferrand puis à Paris,

- notre opposition à la loi Blanquer**
- notre projet pour l'avenir de la République**
- notre refus de la casse des services publics**



On ne lâche rien !



1er syndicat des enseignants du 1er degré



**Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et des professeurs de collège
Section du Puy-de-Dôme**

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND
Tél 04.73.31.43.72 & 09.63.28.56.75 ✉ snu63@snuipp.fr